

Débat du 4 juin 2018

Alimentation : quels choix citoyens en Pays de la Loire

Les questions qui tournent autour du sujet de l'alimentation sont nombreuses : Comment nourrir 1 à 2 milliards d'êtres humains supplémentaires ? Comment assurer des revenus à ceux qui font l'alimentation ? Comment ne pas épuiser la planète ? Comment répondre au réchauffement de la planète ? Comment répondre à l'enjeu de justice sociale ? Nous sommes la 1^{ère} région de France pour la production alimentaire, que veut-on pour les 10 ans à venir ? Comment mobilise-t-on tous les acteurs du producteur au consommateur autour d'un projet alimentaire ? Qu'est-ce qu'on veut dans l'assiette ? ,...

→ **Les consommateurs sont aujourd'hui en demande d'une alimentation saine, de proximité, et financièrement accessibles.**

Les enjeux environnementaux et sociaux vont amener les élus à se positionner sur le contraste entre les différents types d'agriculture. Si la diversité est incontournable des priorités claires sont souhaitables. **Est-ce que l'argent public doit aller vers des systèmes vertueux ou continuer à soutenir les agro-industriels quand ils sont déconnectés des territoires et des démarches qualité ?**

Un grand nombre d'agriculteurs ont entamé une démarche d'évolution. Il est nécessaire d'être à leur écoute, notamment via les organisations agricoles alternatives (GAB, Terres de lien...).

L'un des grands enjeux du 21^{ème} siècle est de nourrir sainement et à un coût acceptable pour tous une population mondiale en constante expansion alors que les ressources de notre planète s'amenuisent dangereusement.

Il faut inverser la tendance et entreprendre une transition pour **redonner la priorité aux agricultures paysannes respectueuses des terroirs et des ressources** et beaucoup plus efficaces économiquement que l'agriculture industrielle dont les coûts externes (pollution de l'eau, de l'air, des terres, dérèglement climatique...) et les méfaits (santé, perte de la biodiversité, consommation de l'argent public, distorsion de concurrence...) sont d'ores et déjà connus.

Les Pays de la Loire ont de nombreux atouts :

- **Un fort taux agriculteurs biologiques** (2710 fermes engagées en agriculture biologique, 170 000 hectares, 15 à 20 000 hectares engagés chaque année en conversion,...)
- **Une consommation dynamique**
- Une **agriculture très diversifiée** et une **offre importante**

→ **Comment favoriser le développement d'une agriculture durable de proximité ?**

Il y a un angle mort dans la loi au niveau de la maîtrise du foncier agricole ce qui conduit, dans de nombreuses régions, au développement des achats de terres par des investisseurs au profit d'un agrandissement maximal. Pourtant, il y a **un véritable enjeu à maintenir de l'activité agricole dans les zones urbaines et les zones sous pression foncière** (circuits de proximité, marchés).

En fonction de l'alimentation que l'on souhaite, il y a un type d'agriculture à favoriser. Une Région a d'ailleurs la possibilité de le faire au travers de ses politiques publiques.

Un des axes d'avenir pourrait être de **transformer en profondeur les modes de production pour créer une agriculture qui dégage plus de valeur ajoutée et donc de revenus pour les agriculteurs.** Il est possible de faire des Pays de la Loire la région française leader en matière d'agro écologie, même si nos choix locaux dépendent de la future PAC qui va dessiner la future agriculture européenne.

La qualité de l'alimentation pour tous passe par **une politique publique sociale.** C'est une volonté politique. **L'éducation à l'alimentation** est d'ailleurs aussi importante qu'une offre alimentaire de qualité. Il est important de donner les repères nutritionnels, patrimoniaux, culturels, de saisonnalité... A l'échelle d'une région comme la nôtre, beaucoup de choses peuvent être faites. Certaines actions existent déjà, comme le défi familles alimentation positive qui crée du lien, amène les gens à cuisiner ensemble, à discuter autour de l'alimentation,...

Il est important de **remettre les citoyens au centre** : aujourd'hui, lorsque l'on porte un projet territorial, seuls les acteurs sont sollicités. Il est important que les citoyens/consommateurs aient une voix dans les choix. Même si cela suppose de **revoir complètement le mode de gouvernance et de s'appuyer sur les initiatives associatives et citoyennes qui ont émergé lors des états généraux.**

→ **Comment les systèmes de transformation et de distribution peuvent rendre ces produits plus accessibles ?**

Il paraît important de rééquilibrer le rapport de forces entre agriculteurs, transformateurs et grande distribution : 500 000 exploitations agricoles ; 13 000 entreprises de l'agroalimentaire ; 4 centrales d'achat de dimension européenne.

Par nature le rapport de force est déséquilibré et seul un cadrage européen permettra de rectifier le tir. Une bonne volonté locale ou nationale seule ne suffira pas.

Il faut aussi que les producteurs retrouvent la maîtrise des circuits de distribution. Les AMAP peuvent être un bon moyen, permettant de travailler en direct.

FOCUS :

→ **Le biologique**

*L'agriculture biologique rencontre des difficultés : les aides commencent à être supprimées et il sera bientôt moins intéressant de s'installer en bio. L'accompagnement des nouveaux installés (dits hors cadre agricole) est aujourd'hui insuffisant pour permettre de pérenniser ces systèmes. Le développement du bio ne doit pas se faire au détriment d'une partie de la population qui n'y aurait pas accès pour des questions financières. **La question de l'accessibilité sociale à toute sa place dans le débat : comment permet-on à tout le monde d'avoir le choix ?***

→ **L'eau**

*La question de l'eau est au cœur des débats publics mais pas forcément au cœur des débats parlementaires. Les débats qui ont lieu à ce sujet ne portent pas sur la qualité ou l'accès à l'eau, mais sur sa valeur économique. **C'est aussi au travers de l'eau que l'on arrivera à améliorer la qualité de l'ensemble de l'offre alimentaire.***